



# **VILLE DE HAGONDANGE**

**PRESTATIONS DE SURVEILLANCE POUR LES SITES  
DE LA VILLE DE HAGONDANGE**

**REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C)**



## **Article premier - Objet de la consultation**

La présente consultation concerne les prestations de surveillance pour les sites de la ville de Hagondange.

## **Article 2 - Condition de la consultation**

### **2-1-Mode de la consultation**

Cette consultation est une procédure adaptée passée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **2-2-Mode de règlement**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

### **2-3-Délai(s) d'exécution**

Les délais d'exécution sont définis à l'article 5 de l'acte d'engagement et à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **2-4-Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2-5- Variantes**

Sans objet

### **2-6- Visite des sites où seront effectuées les prestations de surveillance**

Une visite **obligatoire** des sites est prévue le jeudi 21 décembre 2017 à 10h00 (rendez-vous aux Services Techniques situés au 2 rue des forgerons).

A l'issue de celle-ci, il sera remis au candidat une attestation de visite qu'il joindra à son offre.

Les offres émanant de candidats n'ayant pas effectué la visite obligatoire ne seront pas prises en compte et leur seront retournées.

## **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement et annexe (CDPGF),
- le règlement de la consultation,
- le CCAP,
- le CCTP.

- Attestation de visite des sites

Les candidats intéressés auront la possibilité de télécharger le dossier de consultation sur le site internet de la ville de Hagondange : [www.ville-hagondange.fr](http://www.ville-hagondange.fr) (rubrique des marchés publics).

## **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

### **4.1- Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### **Pour les pièces concernant la candidature :**

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr). Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Présentation du candidat en termes de compétence liées au présent marché – (en cas de groupement indiquer les missions de chaque membre) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années et leurs qualifications et missions dans l'entreprise ;
- Liste des principales opérations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant la nature des travaux, le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique et/ou qualifications ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de la prestation ;

- Une déclaration indiquant les moyens humains de l'entreprise pour la réalisation de la prestation.
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En ce qui concerne les obligations fiscales et sociales, le candidat pourra fournir les attestations de régularité fiscale et sociale délivrées par les administrations et organismes compétent pour une situation au 31.12.2017.

### **Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (C.D.P.G.F.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Un mémoire permettant d'apprécier la valeur technique détaillant notamment :
  - L'organisation de l'entreprise (organigramme, temps d'intervention, nombre et qualification du personnel pour effectuer les prestations ainsi que du personnel encadrant)
  - Les moyens mis en place pour communiquer avec la collectivité (planning, retour d'information sur incidents...)
  - Matériels mis à la disposition du personnel, procédés d'exécution et formations envisagés pour effectuer les prestations
  - Méthodologie et moyens mis en œuvre pour assurer le suivi et le contrôle des prestations

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations de l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 5 jours.

## **Article 5 - Sélection des candidatures et jugements des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

## **1-Garanties et capacités techniques et financières**

## **2-Références professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1- Prix des prestations	70
2- Valeur technique	30

→ Calcul de la note des offres pour les critères valeur technique :

On attribue une note sur 20 aux différents candidats en se basant sur le mémoire technique fourni, puis on calcule la note finale en utilisant la méthode des ratios.

Pas de note méthodologique : 0 point

Note candidat X =  $(vx/20) \times 30$

vx : note obtenue par le candidat X

→ Calcul de la note des offres pour le critère prix :

Note candidat : X =  $(mp/px) \times 70$

mp : offre la plus basse

px : prix proposé par le candidat X

## **Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des offres**

Les offres doivent être remises pour le **lundi 8 janvier 2018 à 12h00**.

### **6.1 – Transmission sous support papier**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

**PRESTATIONS DE SURVEILLANCE POUR LES SITES DE LA VILLE DE HAGONDANGE  
« NE PAS OUVRIR »**

Ce pli doit contenir les pièces définies à l'article 4.1 et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Mairie de Hagondange  
Services Techniques  
Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à leurs auteurs.

## **6.2 – Transmission électronique**

Aucune transmission électronique n'est autorisée pour cette consultation.

### **Article 7 : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent s'adresser à :

**Mairie de Hagondange**  
**Services Techniques**  
**2, rue des forgerons**  
**57300 HAGONDANGE**  
**Monsieur Boris FESSECOURT**  
**Port : 06.76.67.44.93.**  
**Tél. : 03.87.33.23.91.**  
**Mél : b.fesseccourt@ville-hagondange.fr**

### **Article 8 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

Seuls les espaces réservés aux candidats sont à compléter. Toute modification ou ajout sur les documents de la consultation est strictement interdit et entraînera le rejet de l'offre.